

Pollinators and agricultural practices

Le COPA-COGECA avait lancé un appel à ses membres pour connaître les différents projets souhaitant concourir dans le cadre des pratiques agricoles. Une quinzaine de projets étaient éligibles. Trois ont été sélectionnés. Le premier prix revient au projet très intéressant Poll'Aisne Attitude qui place l'abeille au sein des exploitations agricoles dans le nord de la France. Le second était présenté par les apiculteurs professionnels suédois et consiste

à améliorer l'environnement pour que le nombre de pollinisateurs soit toujours suffisant. Le troisième a été remporté par la coopérative CAVAC pour son projet aménagement paysager et modification des pratiques agricoles en faveur des pollinisateurs. Ces trois projets fort différents nous laissent envisager un avenir meilleur pour les abeilles en zones agricoles. Nous aurons l'occasion d'y revenir en détail.



Groupe de travail sanitaire

Comme chaque trimestre, le groupe de travail sanitaire s'est réuni en septembre pour dresser le bilan provisoire des traitements d'été. Nous étions nombreux et intéressés de confronter les données recueillies lors des tests avec les huiles essentielles et le traitement avec retrait du couvain. Côté huiles essentielles, les résultats ont beaucoup déçu les participants qui avaient administré quatre gouttes d'huile essentielle dans 300 ml d'une solution de miel et d'eau. Les résultats présentent une efficacité moyenne proche de 30 % mais avec une variabilité extrême de 2 à 89 %. Le traitement de contrôle avec l'ApiLife Var® a permis de faire chuter des varroas mais son efficacité reste assez limitée, surtout si l'on ne fait pas les quatre passages préconisés. Le retrait du couvain semble vraiment difficile mais est, lui, efficace. Deux apiculteurs sont venus nous présenter leur expérience avec les caissons thermiques Varroa Controller achetés en Autriche. Cette technique permet de tuer les varroas présents dans le couvain. Le principe est très séduisant mais l'appareil est coûteux et demande beaucoup de manipulation et de temps (4 heures pour traiter 18 cadres). Ce type d'appareil pourrait être acquis par une section ou autre groupement d'apiculteurs. Il faut naturellement du courant pour le faire fonctionner.



Réunion sur le fonds sanitaire

La réunion de concertation de septembre avec l'AFSCA, l'Agence des médicaments et les ministères de l'environnement et de la santé a permis de voir plus clair sur les possibilités de mettre en œuvre un fonds sanitaire. Plusieurs réponses importantes ont été obtenues, comme le coût de la campagne de lutte contre les loques (moyenne de l'ordre de 6000 € par an sur dix ans), le coût d'un service d'investigation dans les ruchers (de l'ordre de 15 000 €/an si l'on se base sur l'expérience italienne) et l'intégration dans ce fonds de l'organisation d'une lutte contre la varroase. C'est naturellement ce dernier point qui reste la clé de tout nouveau développement. Aujourd'hui, les trois ministres fédéraux concernés veulent trouver une solution. Deux de leurs attachés étaient d'ailleurs présents à la réunion. Dans un cadre officiel, il va de soi qu'on ne peut travailler qu'avec des produits autorisés. Il faudra donc convaincre les compagnies qu'un marché va s'ouvrir pour les inciter à

introduire une demande. Reste à savoir vers quel médicament s'orienter. Tous les blocages rencontrés lorsqu'un apiculteur veut se procurer légalement un médicament ont été évoqués (prix excessif, produits indisponibles au bon moment, pharmacien non informé...). L'obligation d'une visite des ruches par le vétérinaire avant prescription a été considérée comme totalement inappropriée par tous sauf par l'Agence des médicaments qui doit faire respecter la loi. Une prochaine réunion est prévue avec l'Ordre des vétérinaires pour avancer sur ce point qui empêche de mettre en place toute campagne de traitement pour l'instant. Il est clair que trouver une solution satisfaisante pour les différents interlocuteurs va prendre du temps et les autorités demandent aux responsables apicoles de respecter l'engagement de rester solidaires pour promouvoir le système qui serait mis en place, car cela nécessitera beaucoup de travail à leur niveau.



Desislava Taneva - Mariya Gabriel - Gaston Franco

Bee Week, changement de cap

Il y a quelques mois, nous vous avons parlé de la création d'un intergroupe parlementaire sur les abeilles présidé par la parlementaire bulgare Mariya Gabriel. C'est à elle que revenait la tâche d'organiser cette manifestation, Gaston Franco n'ayant plus renouvelé son mandat au Parlement européen. Malgré la prise en charge tardive de cette semaine de l'abeille, Mariya Gabriel a innové en lançant un forum avec des apiculteurs européens. Elle a également invité Desislava Taneva, la ministre de l'Agriculture bulgare, qui nous a présenté en introduction les mesures en faveur des abeilles, dont le retrait des néonicotinoïdes en Bulgarie. C'est son collègue Alojz Peterle qui a présidé la seconde partie de l'après-midi en montrant du doigt le modèle agricole en place dont l'intensification met à mal les abeilles. Il a dit très clairement qu'il est urgent de s'orienter vers une agriculture plus respectueuse de la nature. Du côté scientifique, nous avons appris de la bouche de Denis Van Engelsdorp qu'aux USA les ruches en

transhumance ont moins de varroas que les ruches sédentaires et qu'on trouve plus de varroas dans les ruches contenant des substances insecticides. Sans cela, rien de bien neuf. En soirée, Pavel Poc, président de l'intergroupe biodiversité, a également fait une brève présentation qui a marqué le public en annonçant de but en blanc qu'il est persuadé aujourd'hui que les pesticides sont la cause principale des problèmes des abeilles. Le lendemain était plus calme avec la présentation des efforts développés pour mieux intégrer les pollinisateurs dans le système agricole. Les conclusions du forum avec les apiculteurs européens contrastaient vraiment en classant les principales causes de problèmes par ordre d'importance : pesticides, monocultures, coûts de production et marché, manque de moyens de traitement, pyramide des âges, climat et nouveaux prédateurs. Tout cela demande une réactivité de plus en plus grande de la part des apiculteurs. Les problèmes qui semblaient tabous hier sont clairement énoncés même si le choix des orateurs laissait encore une grande place à l'industrie phytosanitaire. Il est clair qu'un changement de direction s'est opéré sous cette nouvelle présidence.



Alojz Peterle



Pavel Poc



Aethina, Vespa... à Bourg-lès-Valence

Cette année, la FNOSAD en partenariat avec la section apicole du GDS 26 et le GDSA 27 ont opté pour l'organisation de deux journées d'étude les 9 et 10 octobre à Bourg-lès-Valence. Cette formule allégée n'a pas limité le nombre de participants qui était proche de trois cents personnes provenant en majorité de cette région particulièrement apicole. Le public très mélangé a pu ainsi faire le point sur les

différents sujets d'actualité : les intoxications, *Aethina tumida*, *Vespa velutina*, *Varroa destructor*... Les informations les plus intéressantes ont été apportées par Eric Darrouzet qui nous a présenté les différents travaux entrepris par son équipe de l'université de Tours pour avancer dans la lutte contre *Vespa velutina*, dont le développement ne cesse d'inquiéter les apiculteurs. Côté varroase, rien de bien neuf si ce n'est que l'efficacité des produits comme l'Apistan® et l'Apivar® répondait encore en 2014 aux critères requis (> 90 % d'efficacité après 10 semaines pour l'Apivar®) dans les départements suivis. Il semblerait que dès l'ouverture du sachet, le contenu en amitraz des rubans d'Apivar® diminue de façon radicale. C'est un peu comme lorsqu'on ouvre une bouteille de champagne trop chaud qu'on aurait secoué avant ouverture. Ceci pourrait expliquer les grosses différences enregistrées entre un traitement avec ces rubans et l'utilisation d'amitraz sous une autre formula-

tion. En ce qui concerne les intoxications, chaque région n'est pas logée à la même enseigne. En Drôme, l'équipe en place est très opérationnelle et utilise un plan d'action où rien n'est laissé au hasard. Le problème reste l'interprétation des données recueillies (lien entre les doses de toxiques réellement retrouvées et les effets observés). Face au manque de données sur la dynamique des toxiques, les résultats ne prennent aujourd'hui en compte que la DL 50 pour certifier une intoxication. Appel est fait aux chercheurs pour fournir des informations complémentaires. La FNOSAD vit aujourd'hui des moments très difficiles car tout le travail réalisé depuis des années et l'expérience des personnes travaillant dans son réseau semble oubliée, pour ne pas dire mise de côté. Leur influence au niveau national diminue d'année en année et l'on ressent un réel désarroi bien compréhensible des cadres. Une fois de plus, le savoir-faire des apiculteurs serait-il oublié ?